ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 2 avril 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la politique d'informatisation dans les services publics", a donné le 29 mai 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 april 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de openbare diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het informaticabeleid in de overheidsdiensten", heeft op 29 mei 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Dans l'intitulé et dans l'article 2 de l'arrêté royal en projet, il est fait usage, dans le texte français, des termes "politique d'informatisation". Dans l'article 3 et dans l'article 5, il est question de "politique informatique".

La même diversité terminologique existe dans le texte néerlandais, par exemple dans l'article 2.

Pour uniformiser la terminologie, il est proposé d'écrire "politique d'informatisation".

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

1. A l'alinéa 1er, il convient de viser également l'article 34bis, qui restreint le champ d'application de l'article 34.

Il est proposé d'écrire :

"Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34 et l'article 34bis, inséré par la loi du 21 mars 1991;".

2. Les alinéas 2 et 3 étant inutiles, doivent être omis.

3. Les alinéas 4 et 5 doivent être intervertis.

4. Le proposant serait mieux rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

DISPOSITIF.

Il est d'usage de numéroter les chapitres en chiffres cardinaux romains.

Article 1er (devenant les articles 1er et 2).

1. L'article 1er, en son paragraphe 2, détermine le champ d'application de l'arrêté en projet.

Les paragraphes 1er et 3 de l'article 1er donnent des définitions. L'article 9, alinéa 2, et l'article 10, § 2, de l'arrêté en projet, contiennent également des définitions.

L'article 1er devrait être divisé en deux articles : le premier aurait pour objet de déterminer le champ d'application de l'arrêté en projet; l'article 2 grouperait les définitions données à l'article 1er, §§ 1er et 3, ainsi qu'aux articles 9, alinéa 2, et 10, § 2, du projet.

2. Au paragraphe 1er, 5e tiret, il est prévu que sont exclus les services de télécommunications non réservés et les appareils terminaux, tels qu'ils sont visés au titre III de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Il serait préférable de viser les articles qui définissent ces notions et donc d'écrire "les appareils terminaux et les services de télécommunications non réservés, au sens des articles 68, 7E, et 87 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

3. La loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques n'est pas encore en vigueur. Suivant l'article 57 de cette loi, les articles 32 et 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux

propositions budgétaires 1974-1975 ne sont plus applicables aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1er, § 4, de la loi du 21 mars 1991 précitée.

En attendant que cette loi soit entrée en vigueur, il faut conserver aux entreprises publiques visées leur dénomination actuelle et remplacer, au paragraphe 2, b, les mots "la Poste" par les mots "la Régie des postes".

D'autre part, un projet de loi portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement du crédit, est actuellement soumis à l'examen des chambres législatives. Suivant le délégué du Ministre, il est envisagé d'introduire dans ce projet une disposition qui soustrairait les organismes publics de crédit à l'application de l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 précitée.

Dès lors, il faut conserver aux organismes financiers visés au paragraphe 2, b, leur dénomination actuelle et écrire en français, comme c'est le cas dans le texte néerlandais, "l'Institut national de crédit agricole".

4. Le paragraphe 3 de l'article 1er donne la définition de "marché informatique".

Il est précisé qu'il faut entendre par marché informatique "tout marché ... subordonné aux conditions des articles 9 et 10 du présent arrêté".

Ne seraient donc concernés que les marchés dont le montant estimé est supérieur à six millions de francs. A ces marchés s'appliquent les conditions des articles 9 à 12 de l'arrêté en projet.

L'article 13 quant à lui ne trouverait à s'appliquer, dans sa rédaction actuelle, que pour les marchés supérieurs à six millions.

Selon les explications données par le délégué du Ministre, telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet. L'article 13 doit donner aux ministres compétents, inspecteurs des finances, commissaires du gouvernement et délégués du Ministre des Finances la possibilité de solliciter l'avis du Bureau-conseil en informatique, quel que soit le montant du marché et à tout stade de la procédure de passation du marché.

En conséquence, il serait préférable de définir la notion de marché en informatique sans faire référence aux articles 9 et 10 de l'arrêté en projet et d'adapter les articles 9 et 13.

Selon l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 1er, "Les prolongations ou modifications importantes de marchés publics doivent également être considérées comme des marchés publics ...".

Dans le rapport au Roi, il est précisé que la notion de "prolongation ou modification importante" sera définie dans une circulaire.

Cette dernière façon de procéder ne peut être admise. La définition précitée doit figurer dans l'arrêté en projet.

5. Enfin, comme il a été dit sous 1, il convient d'insérer dans l'article 2 la définition du montant d'un marché informatique, qui figure à l'article 9, alinéa 2, du projet.

6. Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"§ 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1E"services publics" : les administrations, les services et les organismes visés à l'article 1er;

2E"le Ministre : ... (comme à l'article 1er, § 1er, 2e tiret);

3E "B.C.I." : ... (1);

4E"Commission interdépartementale" : ... (la suite comme à l'article 1er, § 1er, 4e tiret, en omettant toutefois dans le texte français les mots "du présent arrêté");

5E"Ministre compétent" : le Ministre qui exerce sur les services publics l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle.

---

(1)Il y a lieu de se référer à l'observation finale.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1E"informatique" : la gestion et le traitement automatisé de l'information, sous forme de données, textes, images et voix, y compris la bureautique, à l'exception :

a) de la seule transmission de l'information;

b)des systèmes ou appareils ... (la suite comme à l'article 1er, § 1er, 5e tiret, sauf à écrire, à la fin du texte français "représente moins de la moitié de la valeur totale");

c)des appareils terminaux et des services de télécommunications non réservés, au sens des articles 68, 7E, et 87 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2E"marché informatique" : tout marché passé par un service public et ayant pour objet :

a)l'achat ... (la suite comme à l'article 1er, § 3, 1E);

b)l'achat ... (la suite comme à l'article 1er, § 3, 2E);

c)les prestations ... (la suite comme à l'article 1er, § 3, 3E).

Les prolongations ou modifications importantes ... (2).

3E "montant d'un marché informatique" :

a)en cas d'achat ... (la suite comme à l'article 9, alinéa 2, 1E);

b)en cas de location-financement ... (la suite comme à l'article 9, alinéa 2, 2E);

c)en cas de location ... (la suite comme à l'article 9, alinéa 2, 3E);

d)en cas de prestations de services ... (la suite comme à l'article 9, alinéa 2, 4E).

Les montants s'entendent hors T.V.A." (3).

---

(2)Les deux notions doivent être définies, comme il a été dit ci-dessus.

(3)Article 10, § 2, du projet.

Articles 2 et 3 (devenant les articles 3 et 4).

Les articles 2 et 3, qui figurent d'ailleurs dans des chapitres distincts, créent une confusion quant aux autorités appelées à prendre les décisions relatives à la politique d'informatisation.

Il n'appartient pas à un Comité ministériel, dont les tâches sont, en ordre principal, du domaine de la préparation et de l'exécution des décisions, de statuer en la matière.

En outre, on ne voit pas l'articulation entre l'article 2 et l'article 3, spécialement la manière dont le comité ministériel préparera les décisions à prendre en Conseil des Ministres.

En conclusion, les articles 2 et 3 doivent être fondamentalement revus.

Article 4 (devenant l'article 5).

1. En ce qui concerne le comité ministériel compétent, visé à l'article, il est fait référence à l'observation faite au sujet des articles 2 et 3.

2. Il y a lieu d'omettre, dans le texte français, les mots "qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions".

Article 5 (devenant l'article 6).

Au début de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "Lorsque la politique ...".

A la fin du même alinéa, il convient de remplacer les mots "ministres concernés" par les mots "ministres compétents".

Cette dernière observation vaut pour les articles suivants du projet où apparaît l'expression "ministres concernés".

Article 6 (devenant l'article 7).

1. La deuxième phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Pour l'accomplissement de ses missions, les services publics doivent apporter leur concours au B.C.I.".

2. Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Les problèmes communs à plusieurs services publics peuvent, de l'assentiment du Ministre, être soumis au B.C.I., sur la proposition de la Commission interdépartementale et après accord des ministres compétents".

Article 7 (devenant l'article 8).

1. Il est suggéré de scinder l'article en deux paragraphes, dont le premier comprendrait les alinéas 1er à 5, et le second les alinéas 6 et 7.

2. La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er, alinéa 1er :

"§ 1er. Il est créé une Commission consultative interdépartementale en informatique. Cette commission est composée de fonctionnaires chargés de l'informatisation des services publics. Le Roi arrête les modalités ... sur la proposition du Ministre".

3. A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il y aurait lieu de préciser si le mot "Ministre" désigne tout membre du Gouvernement ou uniquement les Ministres qui sont membres du Conseil des Ministres.

Le texte suivant est proposé :

"Les ministres compétents désignent chacun un représentant à la Commission interdépartementale. Celui-ci peut, le cas échéant, se faire assister par un ou plusieurs spécialistes".

4. L'alinéa 3 du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le président est nommé par le Roi, pour quatre ans, parmi les membres de la Commission".

5. A l'alinéa 6, devenant l'alinéa 1er du paragraphe 2, les mots "comité ministériel" appellent la même observation que celle qui a été faite à propos des articles 2 et 3.

De plus, si l'intention du Gouvernement est d'obliger le Ministre à consulter préalablement la Commission interdépartementale avant de soumettre une proposition au Comité ministériel ou au Conseil des Ministres, il y a lieu de rendre cette intention plus explicite.

Article 8 (devenant l'article 9).

A la fin de l'alinéa 3, il convient de remplacer les mots "au cas où ce dernier le demande" par les mots "s'il en fait la demande".

Chapitre III.

De l'accord du délégué du Ministre, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit : "Chapitre III. - Marchés informatiques".

Article 9.

L'alinéa 1er est superflu et doit donc être omis.

Compte tenu de l'insertion, dans l'article 2 proposé, de la définition des termes "montant d'un marché informatique", l'alinéa 2 de l'article 9 doit également être omis.

Article 10.

Paragraphe 1er.

1. A la fin de l'alinéa 1er, il faut écrire : "à l'avis du B.C.I.".

2. La précision, à l'alinéa 2, suivant laquelle le Bureau-Conseil en informatique n'exerce pas un contrôle administratif et budgétaire, ne doit pas figurer dans l'article et serait mieux à sa place dans le rapport au Roi.

3. L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Sur la décision motivée du B.C.I., le délai visé à l'alinéa 3, peut être porté à ...".

Paragraphe 2.

Le paragraphe doit être omis, la disposition qu'il porte ayant été insérée dans l'article 2 proposé.

Paragraphe 3 (devenant le paragraphe 2).

La rédaction suivante est proposée :

"Lorsque le Ministre compétent ne peut se rallier à l'avis du B.C.I., il présente le dossier pour avis au Ministre.

Le Ministre émet un avis dans les trente jours de calendrier, à dater de la réception du recours contre l'avis du B.C.I. A défaut, l'avis du Ministre est réputé favorable".

Paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3).

En ce qui concerne le comité ministériel compétent, visé dans le paragraphe 4, il y a lieu de se reporter à l'observation faite au sujet des articles 2 et 3.

Article 11.

La rédaction suivante est proposée :

"Lorsque le marché informatique porte sur des fournitures dont le montant estimé est égal ou supérieur à soixante millions de francs, ou sur des services, dont le montant estimé est égal ou supérieur à vingt millions de francs,

le dossier décrit à l'article 10, § 1er, accompagné de l'avis du B.C.I., est soumis ..." (4).

Article 12.

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "Chaque ministre compétent notifie ...".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La notification mentionne :

1El'objet et l'identification du marché;

2Ele nom du fournisseur ou du prestataire de services à qui le marché a été attribué;

3Ele nombre et l'identité des soumissionnaires;

4Ele mode de passation du marché;

5Ele montant total du marché".

Article 13.

---

(4)Il est fait référence à l'observation formulée au sujet des articles 2 et 3.

1. Tenant compte des observations formulées précédemment, il faut omettre les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 10".

2. De l'accord du délégué du Ministre, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'avis peut aussi être demandé à propos de tout aspect de la politique d'informatisation".

Chapitres IV et V.

Les articles 14, 15 et 16 doivent constituer un chapitre unique intitulé "Chapitre IV. - Dispositions finales".

Article 14.

Pour être conforme, à l'usage et afin d'éviter toute ambiguïté, la disposition de mise en vigueur doit être rédigée comme suit :

"Le présent arrêté entre en vigueur le ..."

ou

"Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

L'alinéa 2 est inutile et doit être omis.

Article 15.

La disposition abrogatoire doit être insérée avant la disposition de mise en vigueur.

Article 16.

L'exécutoire doit mentionner de manière plus précise le Ministre ou les Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté en projet.

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté royal en projet ne pourra entrer en vigueur que lorsque l'arrêté royal créant le Bureau-conseil en informatique aura été pris.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

In het opschrift en in artikel 2 van het ontworpen koninklijk besluit worden in de Franse tekst de woorden "politique d'informatisation" gebruikt. In artikel 3 en in artikel 5 is er sprake van "politique informatique".

In de Nederlandse tekst komen dezelfde terminologische verschillen voor, bijvoorbeeld in artikel 2.

Ter wille van de terminologische uniformiteit wordt voorgesteld in de Franse tekst te schrijven : "politique d'informatisation".

Het Nederlandse verklarend woordenboek, Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, uitgave 1984, geeft de volgende definities :

-informatica :
1.leer van de mechanische verwerking van informatie, informatiemathematica,

2.vrouwelijke informaticus.

De term "informatiseren" staat niet in dit woordenboek. Volgens Van Dale Frans-Nederlandse woordenboek, beantwoordt aan het Frans "informatiser" in het Nederlands "computeriseren" of "automatiseren". Het zoëven genoemde Nederlandse verklarend woordenboek definieert de term "automatisering" aldus :

-automatisering : het automatisch-maken of -worden; in 't bijzonder de invoering van automatisch werkende, zichzelf controlerende machines.

Bij "computeriseren" staat in het bewuste verklarend woordenboek het volgende te lezen :

-computeriseren : voor bewerking door een computer geschikt maken; door computers (laten) verwerken; door middel van computers verzamelen, daarin vastleggen.

Een en ander lijkt erop te wijzen dat in het Nederlands "informaticabeleid" geschreven zou moeten worden in plaats van "beleid inzake informatisering" en dat de term "informatiseren, informatisering" voorts vervangen zou moeten worden door de term "computeriseren, computerisering".

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar wat het correcte taalgebruik betreft. Zo bijvoorbeeld beantwoordt in artikel 1, § 1 van het ontwerp aan de Franse uitdrukking "du présent arrêté" in de Nederlandse versie "van onderhavig besluit" en beantwoordt in dezelfde paragraaf aan "le présent arrêté" in het Nederlands "het huidig besluit", terwijl alleen "dit besluit" correct zou zijn.

Ten slotte zou in plaats van met de term "software" wellicht met de term "programmatuur" gewerkt kunnen worden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

1. In het eerste lid dient eveneens te worden verwezen naar artikel 34bis, dat de werkingssfeer van artikel 34 beperkt.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34 en op 34bis, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1991;".

2. Het tweede en het derde lid dienen als overbodig te vervallen.

3. Het vierde en het vijfde lid moeten in omgekeerde volgorde komen.

4. Het zou beter zijn het voordrachtformulier als volgt te stellen :

"Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de openbare diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

BEPALEND GEDEELTE.

Het is gebruikelijk de hoofdstukken te nummeren met Romeinse cijfers.

Artikel 1 (dat artikel 1 en 2 wordt).

1. In paragraaf 2 van artikel 1 wordt de werkingssfeer van het ontworpen besluit bepaald.

In de paragrafen 1 en 3 van artikel 1 worden definities gegeven. Artikel 9, tweede lid en artikel 10, § 2, van het ontworpen besluit bevatten eveneens definities.

Artikel 1 zou moeten worden opgedeeld in twee artikelen : in het eerste zou de werkingssfeer van het ontworpen besluit worden bepaald; in het tweede zouden de in artikel 1, § 1, en 3 alsmede in artikel 9, tweede lid, en 10, § 2, van het ontwerp gegeven definities worden samengebracht.

2. In paragraaf 1, vijfde streepje, wordt bepaald dat niet in aanmerking worden genomen de niet-gereserveerde telecommunicatiediensten en eindapparatuur, zoals bedoeld in titel III van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Het is verkieslijk te verwijzen naar de artikelen waarin die begrippen worden omschreven en dus te schrijven "de eindapparaten en de niet-gereserveerde telecommunicatiediensten, in de zin van de artikelen 68, 7E, en 87 van de wet

van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

3. De wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is nog niet van kracht. Volgens artikel 57 van die wet zijn de artikelen 32 en 34 van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975 niet meer van toepassing op de autonome overheidsbedrijven die zijn ingedeeld bij artikel 1, § 4, van de voormelde wet van 21 maart 1991.

In afwachting van de inwerkingtreding van die wet, dienen de bedoelde overheidsbedrijven hun huidige benaming te behouden en moeten in paragraaf 2, b, de woorden "de Posterijen" vervangen worden door de woorden "de Regie der Posterijen".

Bovendien is thans een ontwerp van wet tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen voor onderzoek voorgelegd aan de wetgevende kamers. Volgens de gemachtigde van de minister wordt erover gedacht om in dat ontwerp een bepaling op te nemen waardoor de openbare kredietinstellingen zouden worden onttrokken aan de toepassing van artikel 34 van de voormelde wet van 23 december 1974.

Bijgevolg dienen de in paragraaf 2, b, bedoelde financiële instellingen hun huidige benaming te behouden en schrijve men in de Franse tekst, zoals in de Nederlandse tekst, "l'Institut national de crédit agricole".

4. In paragraaf 3 van artikel 1 wordt de definitie gegeven van "informaticaopdracht".

Er wordt gepreciseerd dat onder informaticaopdracht dient te worden verstaan "elke opdracht ... onderworpen aan de voorwaarden van de artikels 9 en 10 van dit besluit".

Het zou dus alleen de opdrachten betreffen waarvan het geraamde bedrag hoger ligt dan zes miljoen frank. Op die opdrachten zijn de voorwaarden van de artikelen 9 tot 12 van het ontworpen besluit van toepassing.

Artikel 13 van zijn kant zou, zoals het thans is gesteld, slechts toepassing vinden op de opdrachten van meer dan zes miljoen.

Volgens de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg, ligt zulks niet in de bedoeling van de steller van het ontwerp. Artikel 13 moet aan de bevoegde ministers, de inspecteurs van financiën, de regeringscommissarissen en de afgevaardigden van de minister van Financiën de mogelijkheid bieden het advies van het Adviesbureau voor Informatisering in te winnen, wat ook het bedrag van de opdracht zij en in elk stadium van de procedure voor het gunnen van de opdracht.

Het zou bijgevolg beter zijn het begrip informaticaopdracht te omschrijven, zonder te verwijzen naar de artikelen 9 en 10 van het ontworpen besluit en de artikelen 9 en 13 aan te passen.

Volgens het tweede lid van paragraaf 3 van artikel 1, "(dienen) de verlengingen of belangrijke wijzigingen van informaticaopdrachten (...) ook beschouwd te worden als informaticaopdrachten ...".

In het verslag aan de Koning wordt gezegd dat het begrip "verlenging of belangrijke wijziging" in een omzendbrief zal worden gedefinieerd.

Deze laatste werkwijze kan niet worden aanvaard. De voormelde definitie moet in het ontworpen besluit worden opgenomen.

5. Zoals onder 1 is gezegd dient ten slotte in artikel 2 de definitie van het bedrag van een informaticaopdracht te worden opgenomen, welke definitie voorkomt in artikel 9, tweede lid, van het ontwerp.

6. Gelet op de voorgaande opmerkingen wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te stellen :

"§ 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1E"openbare diensten" : de besturen, de diensten en de instellingen bedoeld in artikel 1;

2E"de minister" : de minister tot wiens bevoegdheid de computerisering van de openbare diensten behoort;

3E"A.B.I." : het bij koninklijk besluit van ... opgerichte Adviesbureau voor Informatica (5);

4E"Interdepartementale Commissie" : ... (voorts zoals in artikel 1, § 1, vierde streepje; in de Franse tekst dienen de woorden "du présent arrêté" te vervallen);

5E"Bevoegde minister" : de minister die het hiërarchische gezag of de controlebevoegdheid uitoefent over de overheidsdiensten.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1E"informatica" : het beheer en de geautomatiseerde verwerking van informatie, in de vorm van gegevens, teksten, beelden en stemmen, met inbegrip van kantoorautomatisering, met uitzondering van :

a)het loutere overzenden van informatie;

b)systemen of toestellen ... (voorts zoals in artikel 1, § 1, 5de streepje, met dien verstande dat aan het slot van de Franse tekst moet worden geschreven : "représente moins de la moitié de la valeur totale");

---

(5)Zie de slotopmerking.

c)de eindapparaten en de niet-gereserveerde telecommunicatiediensten, in de zin van de artikelen 68, 7E, en 87 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2E "informaticaopdracht" : elke opdracht gegund door een openbare dienst en met als onderwerp :

a)de aankoop ... (voorts zoals in artikel 1, § 3, 1E);

b)de aankoop ... (voorts zoals in artikel 1, § 3, 2E);

c)de dienstenprestaties ... (voorts zoals in artikel 1, § 3, 3E).

De verlengingen of belangrijke wijzigingen van ... (6).

3E"bedrag van een informaticaopdracht" :

a)in geval van aankoop ... programmatuur : het reële bedrag ... (voorts zoals in artikel 9, tweede lid, 1E);

b)in geval van financieringshuur ... programmatuur ... (voorts zoals in artikel 9, tweede lid, 2E);

---

(6)De twee begrippen moeten worden gedefinieerd, zoals hierboven is gezegd.

c)in geval van huur ... programmatuur ... (voorts zoals in artikel 9, tweede lid, 3E);

d)in geval van dienstverrichtingen : het reële of geraamde bedrag van de opdracht, indien de hoeveelheid of de duur van de verrichtingen bekend is ... (voorts zoals in artikel 9, tweede lid, 4E).

De bedragen zijn exclusief B.T.W." (7).

De artikelen 2 en 3 (die de artikelen 3 en 4 worden).

De artikelen 2 en 3, die overigens in onderscheiden hoofdstukken voorkomen, zorgen voor verwarring in verband met de overheden die de beslissingen moeten nemen inzake het informaticabeleid.

Het is niet de taak van een ministerieel comité, waarvan het werkterrein in hoofdzaak bestaat in de voorbereiding en de uitvoering van de beslissingen, ter zake beslissingen te nemen.

Voorts is het niet duidelijk hoe artikel 2 en artikel 3 onderling samenhangen, met name op welke wijze het ministerieel comité de in de Ministerraad te nemen beslissingen zal voorbereiden.

---

(7)Artikel 10, § 2, van het ontwerp.

Kortom, de artikelen 2 en 3 moeten grondig worden herzien.

Artikel 4 (dat ar tikel 5 wordt).

1. Met betrekking tot het bevoegde ministerieel comité, bedoeld in het artikel, wordt verwezen naar de opmerking die in verband met de artikelen 2 en 3 is gemaakt.

2. De woorden "qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions" dienen in de Franse tekst te vervallen.

Artikel 5 (dat ar tikel 6 wordt).

Aan het begin van het tweede lid schrijve men in de Franse tekst : "Lorsque la politique ...".

Aan het slot van hetzelfde lid moeten de woorden "betrokken ministers" worden vervangen door de woorden "bevoegde ministers"

Die laatste opmerking geldt voor de volgende artikelen van het ontwerp waarin de uitdrukking "betrokken ministers" voorkomt.

Artikel 6 (dat ar tikel 7 wordt).

1. Het zou beter zijn de tweede zin van het eerste lid als volgt te redigeren :

"De openbare diensten moeten het A.B.I. bijstaan bij het vervullen van diens taken".

2. Er wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"De gemeenschappelijke problemen van verscheidene openbare diensten kunnen met goedvinden van de Minister worden voorgelegd aan het A.B.I. op voorstel van de Interdepartementale Commissie en na instemming van de bevoegde ministers".

Artikel 7 (dat ar tikel 8 wordt).

1. Er wordt voorgesteld het artikel op te splitsen in twee paragrafen, waarvan de eerste zou bestaan uit het eerste tot het vijfde lid en de tweede het zesde en het zevende lid zou omvatten.

2. Voor paragraaf 1, eerste lid, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 1. Er wordt een Interdepartementale Raadgevende Commissie voor Informatica opgericht. Die commissie bestaat uit ambtenaren die belast zijn met de computerisering van de openbare diensten. De Koning stelt de werkwijze vast op voorstel van de Minister".

3. In het tweede lid van paragraaf 1 zou moeten worden gepreciseerd of met het woord "Minister" elk lid van de Regering of alleen de ministers die lid zijn van de Ministerraad worden bedoeld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De bevoegde ministers wijzen ieder een vertegenwoordiger aan in de Interdepartementale Commissie. Deze kan zich in voorkomend geval door een of meer specialisten laten bijstaan".

4. Het zou beter zijn het derde lid van paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"De voorzitter wordt door de Koning uit de leden van de Commissie gekozen en voor vier jaar benoemd".

5. Bij de woorden "Ministerieel Comité", die in het zesde lid, dat het eerste lid wordt van paragraaf 2, voorkomen, is dezelfde opmerking te maken als die welke is geformuleerd in verband met de artikelen 2 en 3.

Indien het bovendien in de bedoeling van de Regering ligt de Minister ertoe te verplichten met de Interdepartementale Commissie overleg te plegen alvorens aan het Ministerieel Comité of aan de Ministerraad een voorstel te doen, moet die bedoeling duidelijker worden geformuleerd.

Artikel 8 (dat ar tikel 9 wordt).

Aan het slot van het derde lid moeten de woorden "indien laatstgenoemde daarom vraagt" worden vervangen door de woorden "indien hij erom vraagt".

Hoofdstuk III.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren : "Hoofdstuk III. - Informaticaopdrachten". De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens.

Artikel 9.

Het eerste lid is overbodig en moet bijgevolg vervallen.

Het tweede lid van artikel 9 dient eveneens te vervallen daar er in het voorgestelde artikel 2 een definitie is opgenomen van de woorden "bedrag van een informaticaopdracht".

Artikel 10.

Paragraaf 1.

1. Aan het slot van het eerste lid behoort er te worden geschreven "om advies voorgelegd aan het A.B.I.".

2. De precisering in het tweede lid, volgens welke het Adviesbureau voor Informatica geen administratieve en begrotingscontrole uitoefent, hoeft niet in het artikel voor te komen en zou beter op haar plaats zijn in het verslag aan de Koning.

3. Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te redigeren :

"Op grond van een met redenen omklede beslissing van het A.B.I. kan de in het derde lid bedoelde termijn op ... worden gebracht".

Paragraaf 2.

De paragraaf dient te vervallen daar de bepaling die hij bevat reeds in het voorgestelde artikel 2 is ingevoegd.

Paragraaf 3 (die paragraaf 2 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Wanneer de bevoegde minister niet kan instemmen met het advies van het A.B.I., legt hij het dossier om advies voor aan de Minister.

De Minister brengt een advies uit binnen dertig kalenderdagen na de ontvangst van het beroep tegen het advies van het A.B.I. Bij gebreke hiervan wordt het advies van de Minister geacht gunstig te zijn".

Paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt).

In verband met het in paragraaf 4 bedoelde bevoegd ministerieel comité, behoort er te worden verwezen naar de opmerking die bij de artikelen 2 en 3 is gemaakt.

Artikel 11.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Wanneer de informaticaopdracht betrekking heeft op leveringen waarvan het bedrag op zestig miljoen frank of meer wordt geraamd of betrekking heeft op diensten waarvan het bedrag op twintig miljoen frank of meer wordt geraamd, wordt het in artikel 10, § 1, omschreven dossier, vergezeld van het advies van het A.B.I., voorgelegd aan het bevoegde ... uitspreekt" (8).

Artikel 12.

1. In het eerste lid schrijve men "Iedere bevoegde minister stelt ..., welke ook het bedrag ervan zij".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"In de kennisgeving wordt melding gemaakt van :

1Ehet onderwerp en de omschrijving van de opdracht;

2Ede naam van de leverancier of van de dienstverlener aan wie de opdracht is gegund;

3Ehet aantal en de identiteit van de inschrijvers;

4Ede wijze waarop de opdracht wordt gegund;

---

(8)Er wordt verwezen naar de opmerking die bij de artikelen 2 en 3 is gemaakt.

5Ehet totale bedrag van de opdracht".

Artikel 13.

1. Rekening houdend met de hiervoren geformuleerde opmerkingen, moeten de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 10" vervallen.

2. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het tweede lid beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Het advies kan eveneens worden gevraagd over ieder aspect van het informaticabeleid".

De hoofdstukken IV en V.

De artikelen 14, 15 en 16 moeten een enig hoofdstuk vormen met als opschrift "Hoofdstuk IV. - Slotbepalingen".

Artikel 14.

Wil men enige dubbelzinnigheid vermijden, dan dient de bepaling betreffende de inwerkingstelling, volgens de gevestigde gewoonte als volgt te worden geredigeerd :

"Dit besluit treedt in werking op ..."

of

"Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de ... maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Het tweede lid is overbodig en moet vervallen.

Artikel 15.

De opheffingsbepaling moet vo,'o,'r de bepaling betreffende de inwerkingstelling worden ingevoegd.

Artikel 16.

In de uitvoeringsbepaling moet duidelijker worden aangegeven welke minister of ministers worden belast met de uitvoering van het ontworpen besluit.

SLOTOPMERKING.

Het ontworpen koninklijk besluit zal pas in werking kunnen treden wanneer het koninklijk besluit tot oprichting van het Adviesbureau voor Informatica zal zijn vastgesteld.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Y. BOUCQUEY,	conseillers d'Etat,
	Y. KREINS,	staatsraden,
	F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation,
	F. DELPEREE,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.